



# PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES  
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS  
CLASSÉES

jpr/bmo/525

## **Arrêté du 7 février 2023 portant mise en demeure à la société PEUGEOT CITROËN AUTOMOBILES (fonderie) de respecter les dispositions applicables à ses installations sises à Mulhouse**

**Le préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2014 portant prescriptions complémentaires à la société Peugeot Citroën Mulhouse , notamment son article 6.2;

VU le rapport du 07/12/2022 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

Considérant que l'examen par l'inspection des installations classées de l'autosurveillance des rejets atmosphériques pour l'unité fonderie au titre des années 2020 et 2021, montre que l'exploitant ne respecte pas les valeurs limites qui lui sont opposables concernant les vitesses d'éjection des effluents gazeux des émissaires associés aux machines à mouler telles que prévues à l'article 6.2 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2014 de susvisé ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

Après communication du projet d'arrêté à l'exploitant

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

## ARRÊTE

Article 1<sup>er</sup> : La société PEUGEOT CITROËN AUTOMOBILES (fonderie), désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, et dont le siège social est situé Route de Chalampe BP 1403 68100 Mulhouse, est mise en demeure de respecter, dans le délai prévu à l'article suivant, la prescription reprise ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

Article 2 : **Sous 6 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 6.2 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2014 susvisé :

« Les effluents gazeux sont rejetés [...] dont les caractéristiques sont calculées aux textes en vigueur[...]

Nature de l'installation	Émissaire associé	vitesse d'éjection (m/s)**
Four Technitem 13t	Four de fusion/maintien TTH1	9
Four Inserthe 3t	Four de fusion/maintien 3 t/h	7
Four Technitem 30t	Four de fusion/maintien TTH3	16
Fumitherm FT4 + four rotatif Dross	Dépoussiéreur Fumitherm + four fusion rotatif (FTH4 + FR1)	11
Dépoussiéreur LPP2	LPP2	7
Dépoussiéreur TR164	TR164-LPP1	4
Dépoussiéreur LPP1		
Dépoussiéreur nouvelle grenailleuse	Parachèvement EB LPP3	8
Extracteur résinage	Extracteur résinage parachèvement	/
Extracteurs machines à mouler	15 émissaires (2 en projet UFIM17)	9*

»

Article 3 : faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 7 février 2023

Le préfet,  
pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

**SIGNÉ**

Christophe MAROT

**Délais et voie de recours :**

En vertu de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.